

Synthèse des données 2018

Après près de 5,0 % en volume sur 2017, le bâtiment affiche une croissance de 2,3 % de son activité en 2018.

En détail, le logement neuf ralentit fortement à +2,8 %, compte tenu des premiers effets du décrochage des mises en chantier qui s'établissent à 404 000 unités contre 428 000 il y a un an. A l'inverse, le non résidentiel neuf accélère à +7,4 %, notamment grâce aux segments des bureaux et des bâtiments administratifs en fortes progressions respectives de 11,9 % et 9,1 %. Enfin, l'amélioration-entretien, qui compte pour plus de la moitié de l'activité, s'affiche en petite hausse de 0,8 %, mais avec des disparités prononcées entre le logement, en progression de 1,5 %, et le non résidentiel en retrait de 0,3 %.

30 000 postes ont été créés par les entreprises du bâtiment en 2018, dont 24 000 salariés et 6 000 intérimaires en équivalent-emplois à temps plein (ETP). Globalement, la construction ressort comme le secteur le plus dynamique cette année, qui plus est avec une présence sur tout le territoire. Reste que les entreprises de bâtiment ont souffert, tout au long de l'année, de deux problèmes majeurs : des difficultés de recrutement en forte augmentation, toutes tailles de structure et tous métiers confondus, ainsi qu'une modeste hausse des prix ne permettant pas de compenser la progression plus rapide des coûts, notamment des matériaux, des salaires et de l'énergie, donc des trésoreries et des marges qui peinent à se redresser.

En 2019, le bâtiment devrait connaître un atterrissage à -0,5 % en volume, résultant d'un premier semestre encore bien orienté mais d'un second en repli. Ce retournement de tendance sera dû au recul de 4,5 % du marché du logement neuf, les ouvertures de chantier poursuivant leur repli à rythme inchangé pour s'établir aux environs de 377 000 logements. S'agissant des autres grands segments, ils verront leur activité encore progresser, mais à des rythmes moindres, soit +3,0 % pour le non résidentiel neuf et +0,5 % pour l'amélioration-entretien, ce dernier segment bénéficiant notamment de la réintégration du remplacement des fenêtres à simple vitrage dans le champ du CITE.

Compte tenu de l'habituel décalage entre baisse d'activité et décrochage de l'emploi, ainsi que des difficultés de recrutement toujours prégnantes fin 2018, le bâtiment créera encore aux environs de 5 000 postes salariés et intérimaires ETP en 2019.

Au-delà, le contexte économique et institutionnel étant marqué par un tassement de la croissance et par les élections municipales de 2020, deux scénarios sont envisageables. Le premier, favorable puisqu'il reviendrait à effacer la baisse de 2019, table sur l'annonce rapide –avant fin juin 2019– d'un retour durable du PTZ à 40 % en zones B2 et C. Le second scénario, avec disparition du PTZ en zones B2 et C dès 2020, ferait entrer de manière anticipée le bâtiment dans une nouvelle phase de crise, après seulement trois ans et demi d'une reprise avortée.

Source : Conférence de presse de la FFB, Bilan 2018 et prévisions 2019 du 19 décembre 2018

NOTE DE CONJONCTURE

1. Statistiques du Ministère de la Transition écologique et solidaire

Au total en 2018, en données brutes, 460 500 logements ont été autorisés à la construction et 398 100 logements ont été mis en chantier, soit respectivement - 7,1 % et - 7,0 % par rapport à 2017.

1.1. Permis de construire

| | Année 2018 |
|---|---------------------------------|
| Logements individuels purs autorisés | 132 600 (-8,4% ⁽¹⁾) |
| Logements individuels regroupés autorisés | 51 000 (2,6% ⁽¹⁾) |

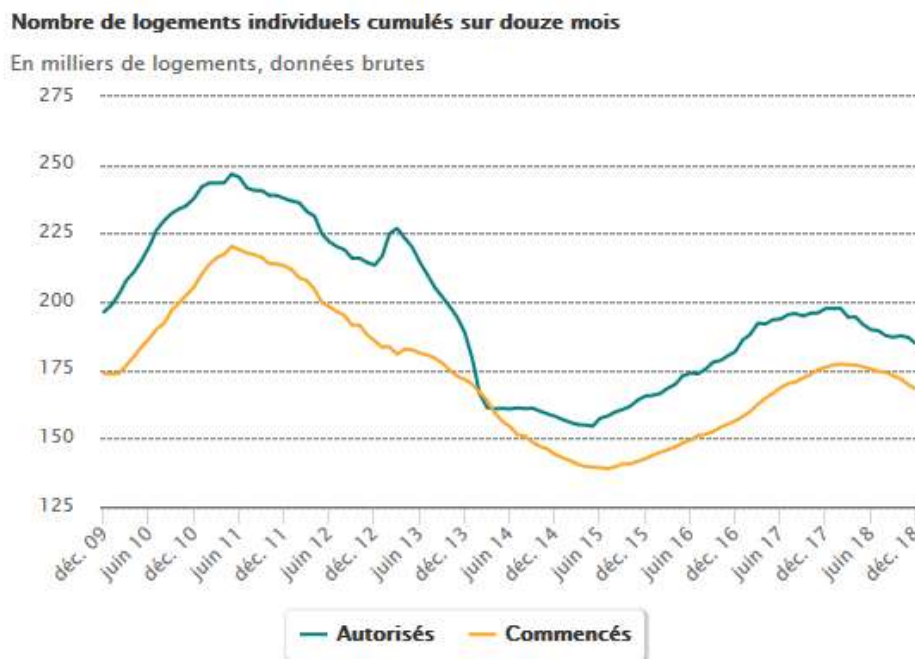
⁽¹⁾ Douze derniers mois par rapport aux mêmes douze mois de l'année précédente

1.2. Mises en chantier

| | Année 2018 |
|---|---------------------------------|
| Logements individuels purs autorisés | 124 000 (-4,5% ⁽¹⁾) |
| Logements individuels regroupés autorisés | 42 600 (-4,7% ⁽¹⁾) |

⁽¹⁾ Douze derniers mois par rapport aux mêmes douze mois de l'année précédente

1.3. Nombre de logements individuels cumulés sur 12 mois (en milliers de logement)



Source : SDES, Sit@del2, estimations à fin décembre 2018

Durant cette période, les autorisations de logements individuels baissent (- 6,5 %) : le repli dans l'individuel pur (- 9,4 %) n'est pas compensé par la hausse dans l'individuel groupé (+ 1,9 %).

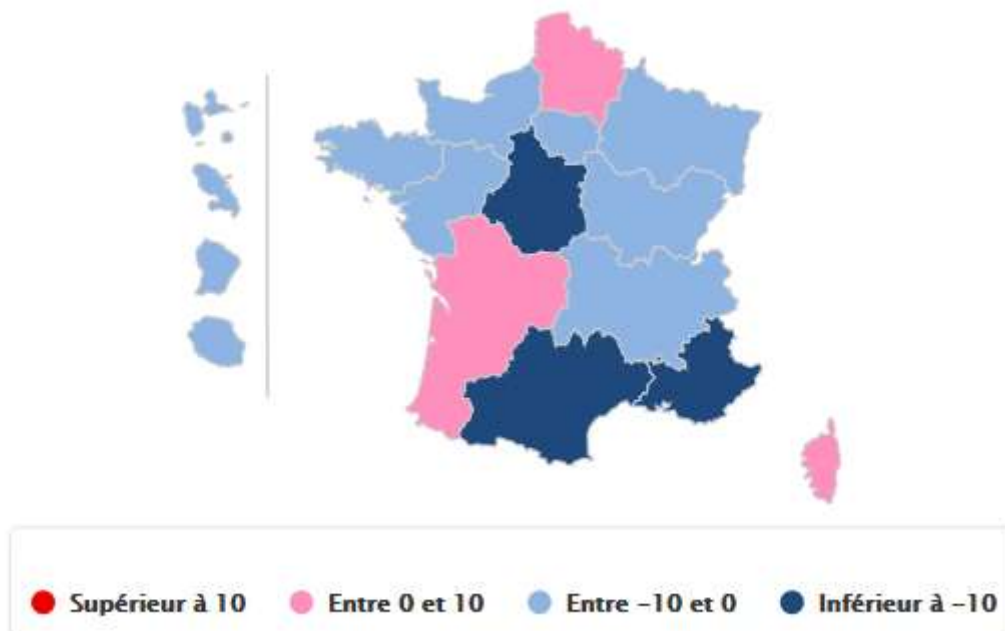
Les mises en chantier des logements individuels diminuent (- 4,5 %). La baisse concerne aussi bien l'individuel pur (- 4,8 %) que l'individuel groupé (- 3,8 %).

NOTE DE CONJONCTURE

1.4. Logements par région (données brutes)

Logements autorisés

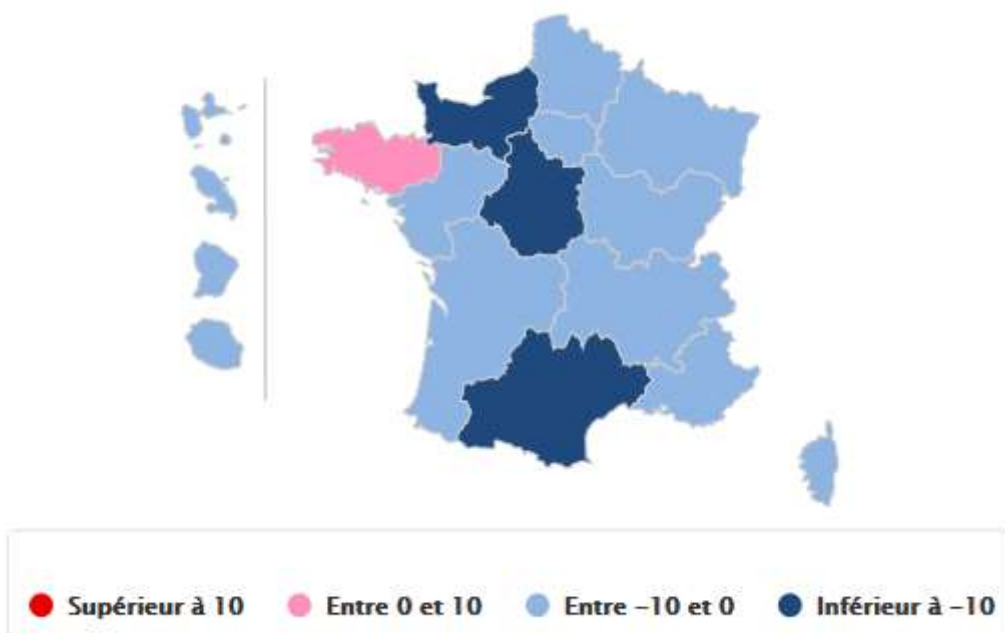
(Cumul des douze derniers mois en niveau et en évolution)



Source : SDES, Sit@del2, estimations à fin décembre 2018

Logements commencés

(Cumul des douze derniers mois en niveau et en évolution)



Source : SDES, Sit@del2, estimations à fin décembre 2018

NOTE DE CONJONCTURE

2. Données concernant l'éco-prêt à taux zéro (SGFGAS)

2.1. Evolution des émissions d'offre d'éco-PTZ

| | Nombre d'éco-prêts | Montant total prêté | Montant moyen prêté | Montant moyen des travaux | Durée moyenne |
|---------------------------------|--------------------|----------------------|---------------------|---------------------------|-----------------|
| Année 2018^(*) | 18 745 | 334 750 929 € | 17 858 € | 22 686 € | 125 mois |
| 1 ^{er} trimestre 2018 | 4 239 | 76 202 448 € | 17 977 € | 22 556 € | 127 mois |
| 2 nd trimestre 2018 | 4 845 | 86 994 133 € | 17 955 € | 22 674 € | 125 mois |
| 3 ^{ème} trimestre 2018 | 4 538 | 80 856 648 € | 17 818 € | 22 725 € | 125 mois |
| 4 ^{ème} trimestre 2018 | 5 100 | 90 676 087 € | 17 780 € | 22 784 € | 126 mois |

2.2. Analyse du financement des opérations selon le type d'éco-PTZ

| | Nombre d'éco-prêts | Montant total prêté | Montant moyen prêté | Montant moyen des travaux | Durée moyenne |
|-------------------------------------|--------------------|---------------------|---------------------|---------------------------|----------------|
| Action seule (complément copro) | 3 | 18 076 € | 6 026 € | 6 026 € | 96 mois |
| Bouquet de travaux | 16 438 | 313 586 845 € | 19 077 € | 24 306 € | 129 mois |
| Performance énergétique | 214 | 4 388 811 € | 20 508 € | 25 755 € | 140 mois |
| Assainissement Non Collectif | 2 008 | 16 182 234 € | 8 059 € | 9 462 € | 99 mois |
| Complémentaire à un éco-PTZ indiv. | 69 | 553 350 € | 8 020 € | 10 480 € | 110 mois |

Pour mémoire, le bilan statistique des éco-prêts à taux zéro émis en 2017 est disponible ici : <https://www2.sgfgas.fr/documents/100157/2129693/EPZ+-+Bilan+de+production+%28Annuel%29htm/a24f85f2-9dd0-9660-2ea7-ef009c0058c7>

NOTE DE CONJONCTURE

3. Données concernant les aides des agences de l'eau

3.1. Bilan des aides à la réhabilitation de l'ANC dans les différents bassins (X^{ème} programme d'intervention 2013-2018)

| Agence de l'eau | Parc total Nbre d'installations | Nombre de réhabilitation - X ^{ème} programme réalisé | | | | | | |
|-----------------------------|---------------------------------------|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------------|--------------|
| | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 ⁽¹⁾ | TOTAL |
| Adour-Garonne | 1 200 000 | 3 375 | 2 758 | 3 018 | 3 343 | 3 059 | (1) | 15 553 |
| Artois-Picardie | 175 000 | 662 | 738 | 741 | 853 | 666 | (1) | 3 660 |
| Loire-Bretagne | 1 400 000 | 1 650 | 2 250 | 2 590 | 3 518 | 4 357 | (1) | 14 365 |
| Rhin-Meuse | 120 000 | 348 | 487 | 887 | 1 516 | 1 234 | (1) | 4 472 |
| Rhône-Méditerranée Corse | 900 000 | 2 957 | 3 391 | 5 146 | 4 565 | 4 542 | (1) | 20 601 |
| Seine-Normandie | 650 000 | 3 277 | 2 786 | 2 617 | 3 607 | 2 700 | (1) | 14 987 |
| TOTAL | 4 445 000 | 12 269 | 12 410 | 14 999 | 17 402 | 16 558 | (1) | 73 38 |

(1) Données non disponibles à la date de publication de cette note.

3.2. Le poids de l'ANC dans les différents bassins (XI^{ème} programme d'intervention 2019-2024)

| Agence de l'eau | Aides à l'ANC (par an) | Aides à la réhabilitation (Prix par ANC) | Aides au contrôle (Prix par ANC) |
|-----------------------------|------------------------|---|-------------------------------------|
| Adour-Garonne | 2 000 000 € | 3 750 € | Pas d'aide au contrôle |
| Artois-Picardie | 1 000 000 € | 8 000 € | Pas d'aide au contrôle |
| Loire-Bretagne | 10 000 000 € | 8 500 € | 300 € |
| Rhin-Meuse | Pas d'aide à l'ANC | | |
| Rhône-Méditerranée Corse | Pas d'aide à l'ANC | | |
| Seine-Normandie | 13 000 000 € | 6 000 € | 300 € |

Précisions :

En ce qui concerne l'agence de l'eau Loire-Bretagne, il est prévu 10 millions d'euros par an, pour la période 2019-2021, avec la répartition suivante 2 millions d'euros par an pour le contrôle des SPANC et 8 millions d'euros par an pour la réhabilitation. Par la période 2022-2024, il ne reste qu'un financement de 2 millions d'euros par an pour le contrôle des SPANC.